



Extrait du ASSOCIATION POUR UNE CONSTITUANTE

<http://www.pouruneconstituante.fr/spip.php?article302>

# Retraites et contrat social

- Communiqués-Actualité-Soutiens - Actualité -



Date de mise en ligne : vendredi 23 juillet 2010

Copyright © ASSOCIATION POUR UNE CONSTITUANTE - Tous droits

réservés

L'Assemblée nationale a commencé, dans le huis clos d'une commission parlementaire, la discussion de projet de « réforme » des retraites.

Le mot « réforme » semble un euphémisme pour désigner ce qui relève du démantèlement d'un droit social fondamental. La liste est longue désormais des droits remis en cause par les gouvernements successifs depuis les années 1980 : extension du travail le dimanche, non-remboursement de médicaments de plus en plus nombreux, laminage des indemnités chômage, asphyxie des services publics (notamment l'éducation nationale), licenciements brutaux de centaines de salariés, etc.

Et il est particulièrement absurde, pour justifier la fièvre « réformatrice », de brandir « l'intérêt des générations futures » alors même qu'on détruit l'école qui devrait les instruire et, paradoxalement, les retraites dont ils ne pourront pas, pour beaucoup d'entre eux, bénéficier plus tard.

C'est finalement le contrat social républicain lui-même qui est méthodiquement détruit.

Le Conseil national de la résistance (CNR) lui avait donné une nouvelle jeunesse en 1945. Et, contrairement à ce qu'on prétend usuellement, ce n'est pas la croissance économique au cours des « trente glorieuses » qui a permis les droits sociaux ; ce sont, à l'inverse, les droits sociaux, qui ont, pour une large part, soutenu le développement économique. De nos jours, le Programme du CNR est la cible avouée d'un Medef qui trouve de larges appuis dans une classe dirigeante déconnectée de la société.

Nous nous trouvons à un tournant dangereux. Comment allons-nous le prendre ? L'idéologie d'une Margaret Thatcher qui affirmait sans ambages « la société n'existe pas », dévoile sa nature monstrueuse : celle d'une destruction méthodique du tissu social dont les émeutes urbaines ne sont qu'une des expressions. Il faut, au contraire, recréer la société.

Une fois de plus, la nécessité de refonder la démocratie par l'élection d'une assemblée constituante s'impose.